



**FRANCE STRATÉGIE**

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.



# POUR UNE ALIMENTATION SAINE ET DURABLE

webconférence

Avec Julien Fosse, expert  
Animée par Céline Mareuge

[www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr)



@Strategie\_Gouv

# Un régime alimentaire français qui préserve ses spécificités

## Malgré la mondialisation, le maintien de singularités

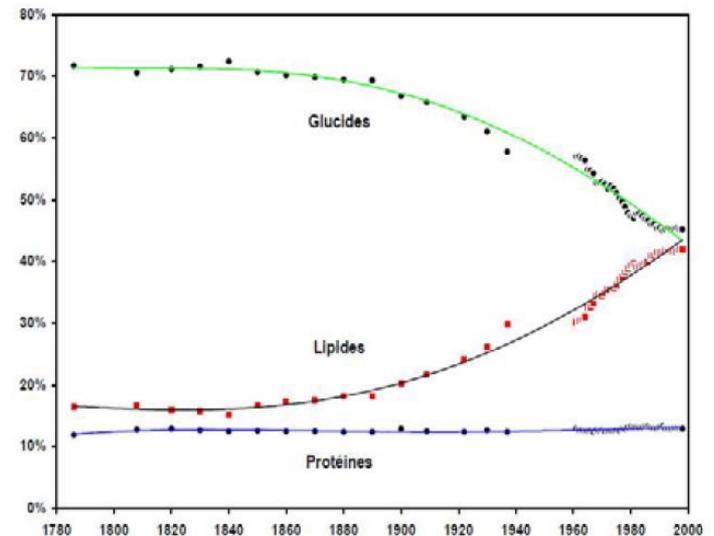
- Une alimentation qui reste structurée autour de **3 repas**, souvent en restauration collective, avec une **forte dimension culturelle et sociale**
- Une alimentation française **diversifiée**, bénéficiant d'influences multiples et de la diversité de ses terroirs
- Une **hausse des apports caloriques** et une place croissante des **aliments transformés** qui se combinent aux effets de la sédentarité

## Un bilan équilibré

Part dans le bilan alimentaire, en %



Source : FAO, infographie Le Figaro (2019)



Source : INRA, ESCo comportements alimentaires (2010)



# L'alimentation n'explique qu'une faible part relative des décès en France

*Décès annuels imputables au régime alimentaire pour 100 000 habitants*

Monde	Pays de l'OCDE	Japon	France	Etats-Unis	Amérique latine et Caraïbes	Afrique subsaharienne	Inde	Chine	Afrique du Nord & Moyen-Orient	Europe centrale	Russie
101,0	58,0	31,7	39,8	70,7	70,8	96,6	112,7	115,1	125,8	144,5	180,4

Espagne	France	Suisse	Pays-Bas	Italie	Suède	Royaume-Uni	Allemagne
37,4	39,8	44,2	45,8	49,7	56,5	57,1	63,4

*Source : extraction de la base de données « Global burden of disease », chiffres pour 2019, à structure par âge standardisée*



# Mais une consommation d'alcool préoccupante

Malgré sa baisse tendancielle, la **consommation d'alcool reste importante en France**, et la tendance en matière de consommation excessive n'est pas bonne.

Mortalité pour 100 000 principalement imputable à l'alcool : comparaison internationale

France	Monde	Pays de l'OCDE	Afrique du Nord & Moyen-Orient	Japon	Chine	Inde	Etats-Unis	Amérique latine et Caraïbes	Afrique subsaharienne	Russie
33,8	29,8	28,0	4,6	16,4	27,0	27,8	28,1	31,5	51,5	77,0

Source : extraction de la base de données « global burden of disease », chiffres pour 2019

Lecture : pour 100000 habitants, on compte 33,8 décès imputables à l'alcool en France (après correction de la structure par âge)



# Des régimes alimentaires en mutation

Evolution comparée du panier des ménages de 1960 à nos jours

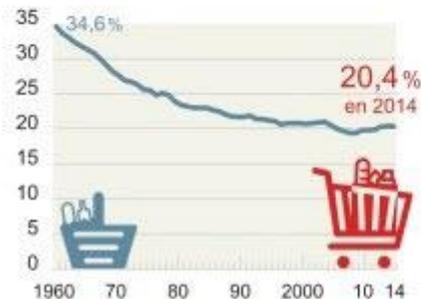
Source : Insee (2015) repris par Le Bien public

## FRANCE 50 ANS DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE

En 2014, les Français ont consacré 232 milliards d'€ à l'alimentation  
 3600 € par an et par habitant

L'alimentation n'est plus le 1<sup>er</sup> poste de dépense des ménages

Part de l'alimentation dans les dépenses des ménages, en %



Le panier alimentaire s'est modifié

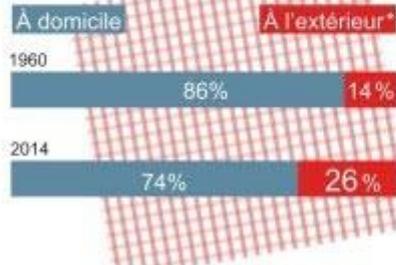
Moins de viande, de fruits et légumes et de boissons alcoolisées...



... mais plus d'œufs et laitages, de plats préparés, de boissons non alcoolisées et de sucreries

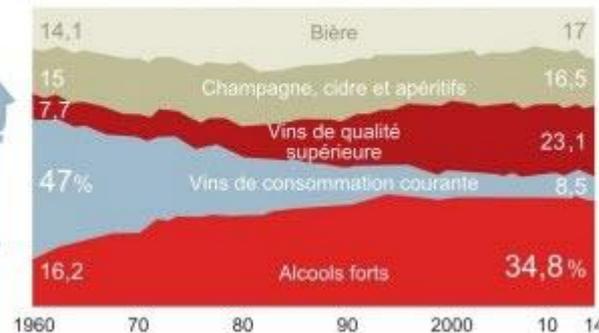
Manger à l'extérieur coûte de plus en plus cher

En % du budget alimentation



Plus d'alcools forts et de vins de qualité supérieure

En % de la consommation de boissons alcoolisées



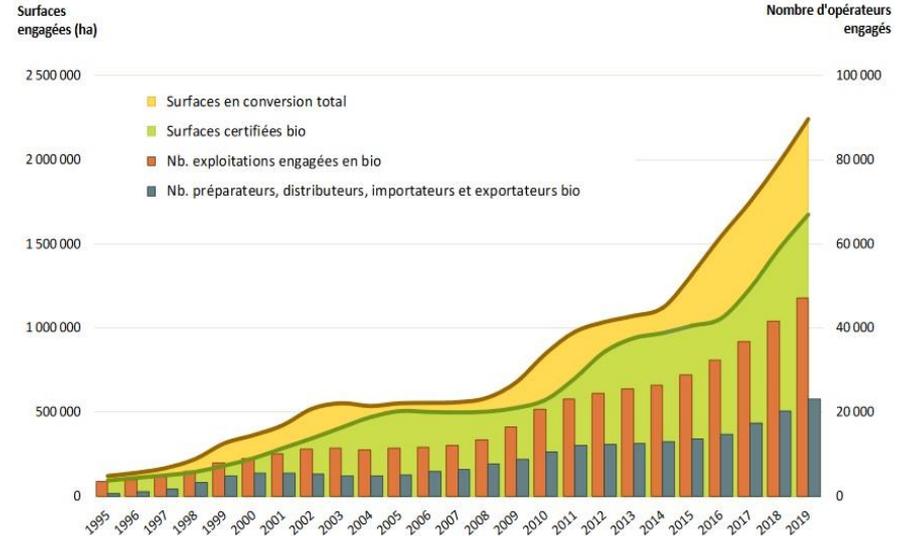
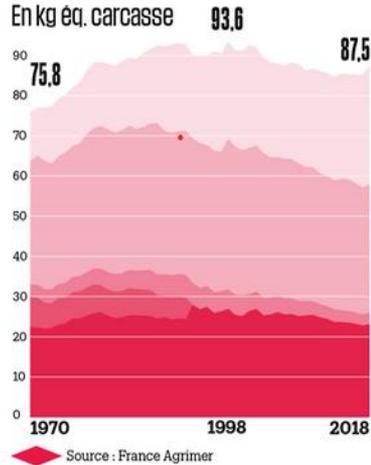
\*restaurants, cantines... Source : Insee Première (octobre 2015)



# Des régimes alimentaires en mutation

Des modes de consommation (snacking, nomadisme) et des régimes alimentaires (produits bio, ultratransformés, ...) en évolution.

## La consommation de viande par habitant



Source : FranceAgriMer, cité dans Delmas A. et Guillot J. (2019), Libération, 4 avril 2019

Source : Agence Bio (2020)



# Des défis de santé publique à mieux appréhender

## Les inégalités sociales de santé ne se résorbent pas en France

- Le taux d'obésité **reste supérieur à ceux constatés** dans quelques autres économies avancées (Corée, Italie, Japon, Pays-Bas)
- La stabilisation des prévalences du surpoids et de l'obésité ne s'accompagne **d'aucune baisse du gradient social observé** (notamment lié au niveau de diplôme) et **l'obésité est trois fois plus fréquente qu'il y a 30 ans**.
- La situation en **Outre-mer** est particulièrement préoccupante.

Comparaison des taux de prévalence des surpoids et obésité en Europe

	surcharge pondérale	dont surpoids	dont obésité
Italie	44,7	33,2	11,4
France	45,4	31,0	14,4
Pays-Bas	48,3	34,2	14,1
Danemark	48,8	32,9	15,9
Belgique	48,8	32,9	15,9
Suède	49,6	35,0	14,7
Autriche	51,1	34,4	16,7
<b>UE27</b>	<b>51,3</b>	<b>35,2</b>	<b>16,0</b>
Allemagne	52,1	33,6	18,5
Espagne	52,3	36,9	15,4
Irlande	54,0	28,2	25,8
Portugal	54,5	37,3	17,2
Grèce	56,2	40,1	16,2
Turquie	56,1	35,0	21,1
Pologne	56,7	38,2	18,5
Finlande	57,7	37,3	20,3
Hongrie	58,3	34,5	23,9
Rép tchèque	58,4	39,1	19,3
taux tous âges confondus, 2019			

Source : Eurostat (2019)

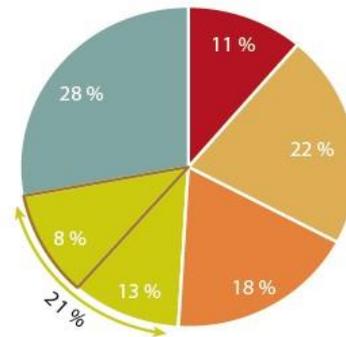


# De nouveaux risques d'origine environnementale

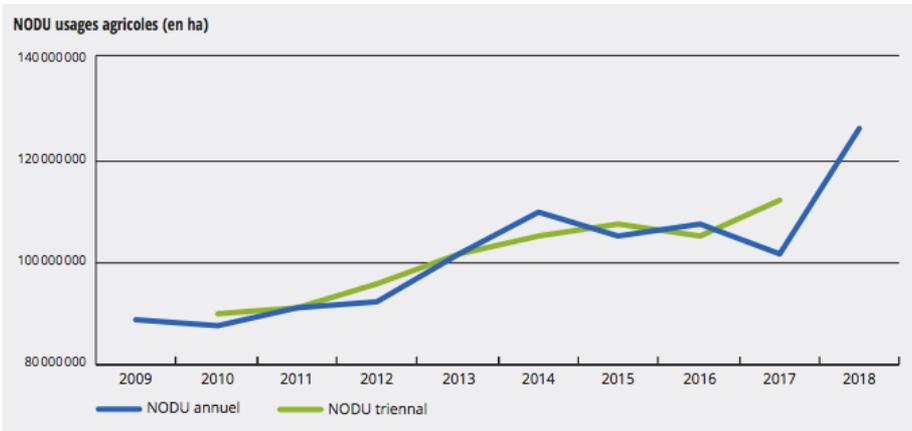
- Notre système alimentaire est à l'origine de **19% des émissions territoriales de GES**.
- La production agricole est à l'origine de **pollutions diffuses**, générant des risques d'exposition à des substances chimiques pouvant se combiner (« effets cocktails »).

## ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PAR SECTEUR EN FRANCE

Part de GES dans les émissions totales



Source : Citepa, 2014, Format Secten.

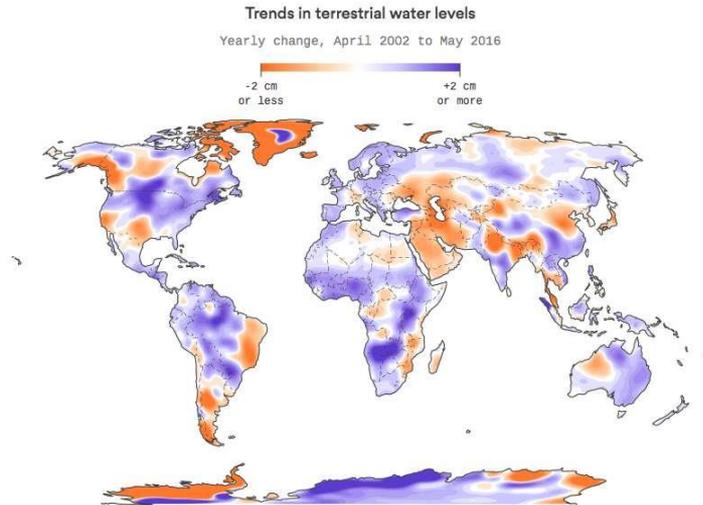


Source : Ministère de l'agriculture (2020)



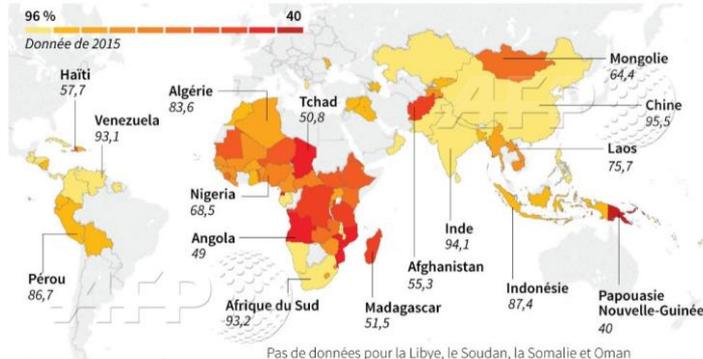
# Le changement climatique, un défi alimentaire mondial

- **L'incompatibilité des modèles alimentaires avec l'urgence climatique**
  - « De la fourche à la fourchette », l'alimentation est à l'origine de plus de **25% des émissions de GES mondiaux**
  - Une tendance appelée à s'accroître sous l'effet de la **croissance démographique** et de la **consommation de viande**
- **La nécessité d'une transition alimentaire vers la végétalisation**
  - Remplacer la viande par des **protéines végétales** bénéficie au climat et à la santé
  - Cette évolution doit être favorisée par des dispositifs de soutien spécifiques



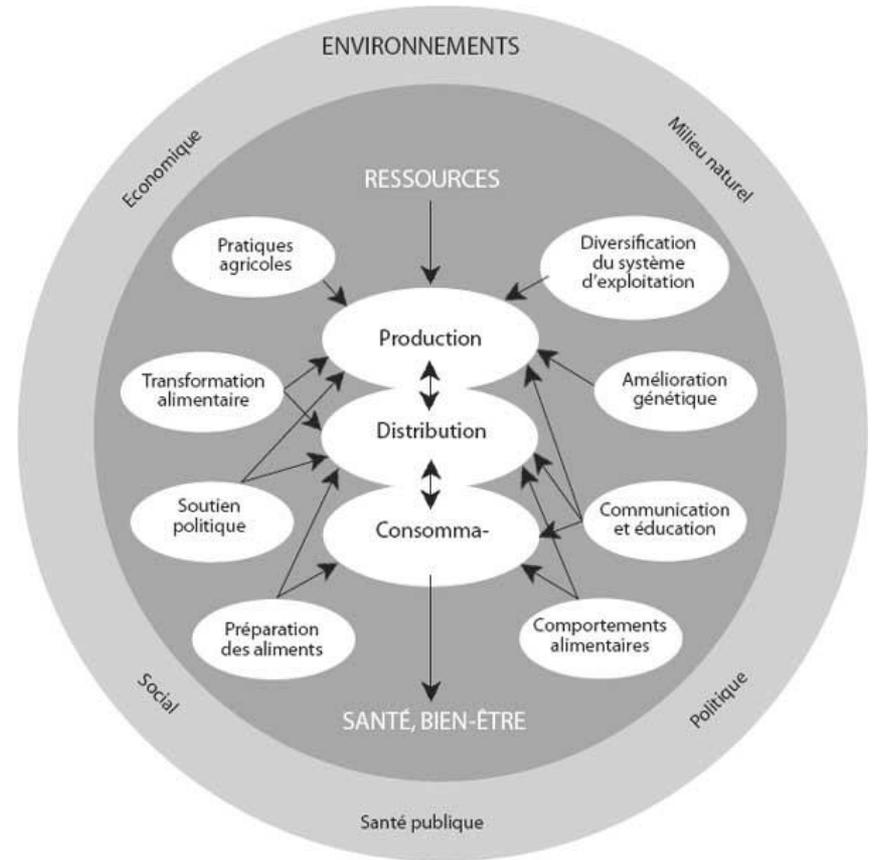
## L'accès limité à l'eau potable

Pays où moins de 96% de la population a accès à l'eau potable



# Une vision systémique de l'alimentation

- **Système alimentaire** : ensemble des activités qui concourent à la fonction alimentation dans une société donnée (*Malassis, 1996*)
- Aujourd'hui, le système alimentaire « dominant » assure **l'auto-suffisance** du pays mais s'accompagne **d'externalités environnementales négatives**



D'après Combs et al. (1996)

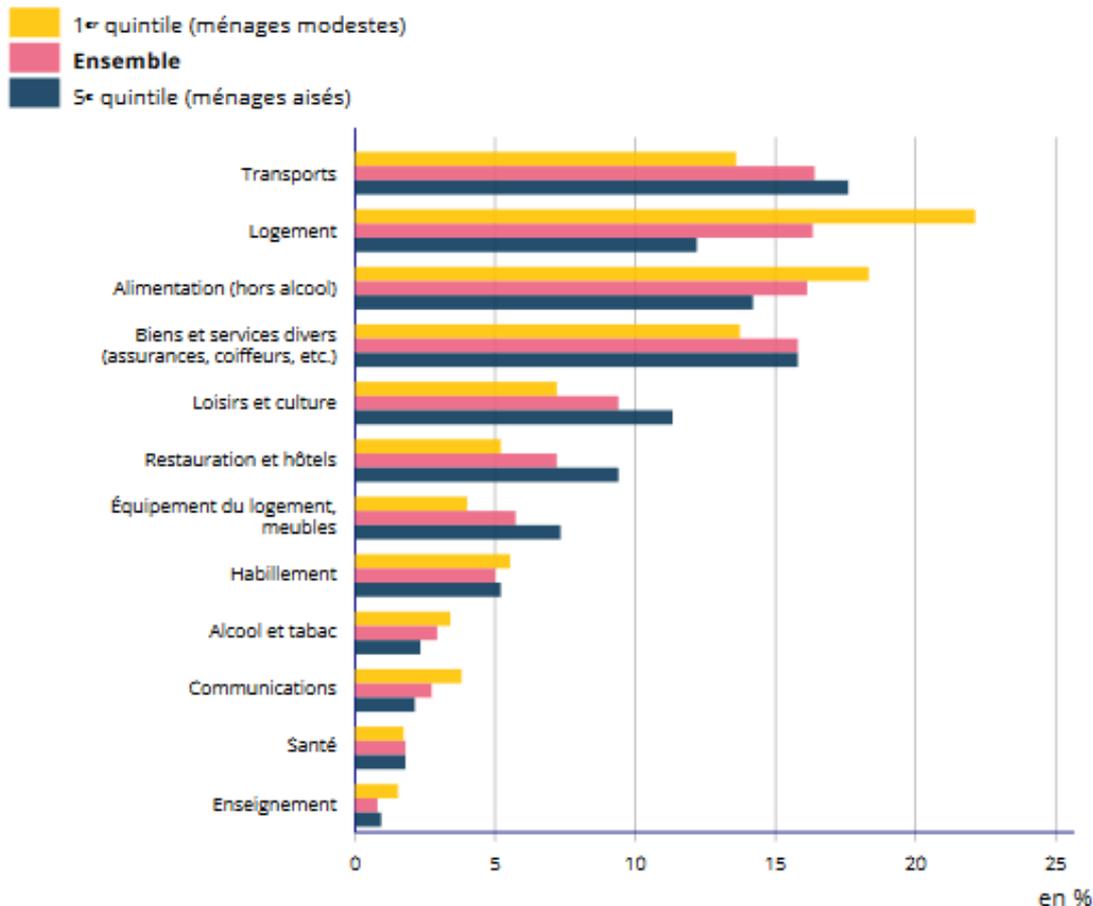


# Une part importante du budget des ménages

La part relative des dépenses alimentaires **varie fortement en fonction du niveau de revenus des ménages**, avec une moyenne de 16%

Lecture : les 20 % des ménages les plus modestes (1<sup>er</sup> quintile de niveau de vie) consacrent en moyenne 22,1 % de leur consommation aux dépenses de logement, contre 12,2 % pour les 20 % des ménages les plus aisés (5<sup>e</sup> quintile).

*Source : Insee, enquête Budget de famille 2017*



# Une forte hausse du recours à l'aide alimentaire

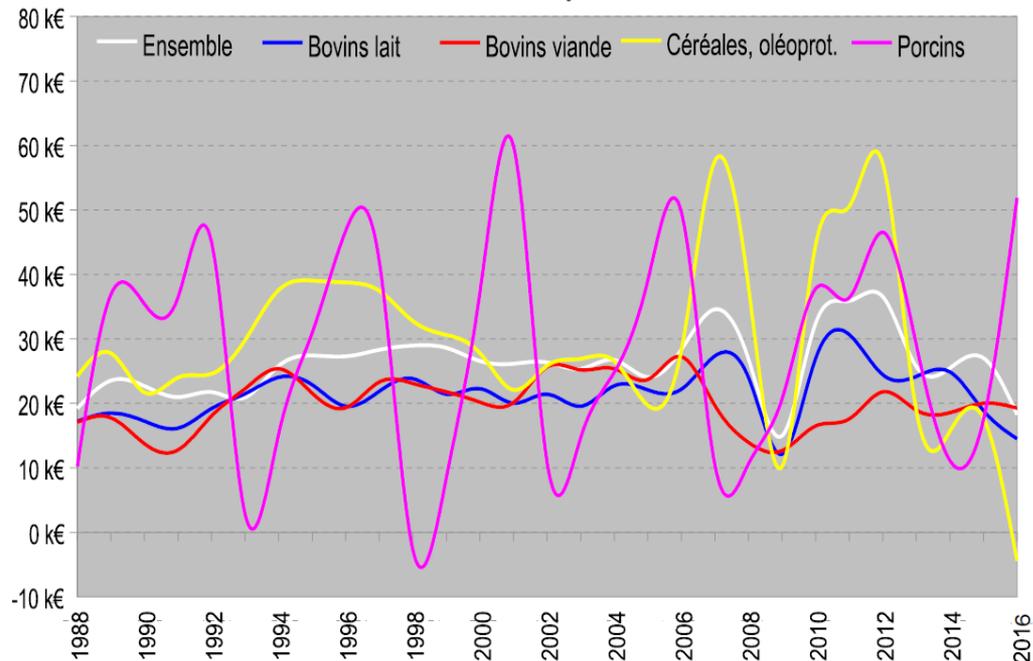
- Entre 2009 et 2018, **le nombre de bénéficiaires a été multiplié par deux**. L'IGAS rapporte qu'en 2018, 335 000 tonnes de nourriture ont été distribuées à 5,5 millions de personnes.
- Les premiers résultats provisoires du dispositif de suivi de l'aide alimentaire en France publiés par la Drees et l'Insee en juillet 2021 font également état d'une **nette hausse des volumes distribués par les associations (+ 10,6 %) et des inscriptions (+ 7,3 %) en 2020 par rapport à 2019**.



# Un contexte économique préoccupant pour l'agriculture

## D'importantes difficultés socio-économiques

- Niveau et **variabilité des revenus**, souvent modestes malgré des différences entre filières, **vieillesse des actifs** agricoles, conditions de travail...
- Des défis **d'attractivité des métiers et de renouvellement** à surmonter



Source : évolution du RCAI par type de production - Agreste, 2017



# Un contexte économique préoccupant pour l'agriculture

## L'autonomie alimentaire se dégrade

- L'excédent agricole et agroalimentaire s'érode ; il repose sur **les vins et spiritueux et les céréales**.
- On constate une **diminution de la production** pour certains produits indispensables à la promotion de régimes alimentaires équilibrés et sains (fruits et légumes, poissons).
- Des **filières à haute valeur ajoutée ne parviennent pas à répondre à la demande (AB)**.
- Ces évolutions défavorables traduisent **une perte de compétitivité et/ou des modèles économiques qui posent problème** (production intensive tributaire d'aliments importés).

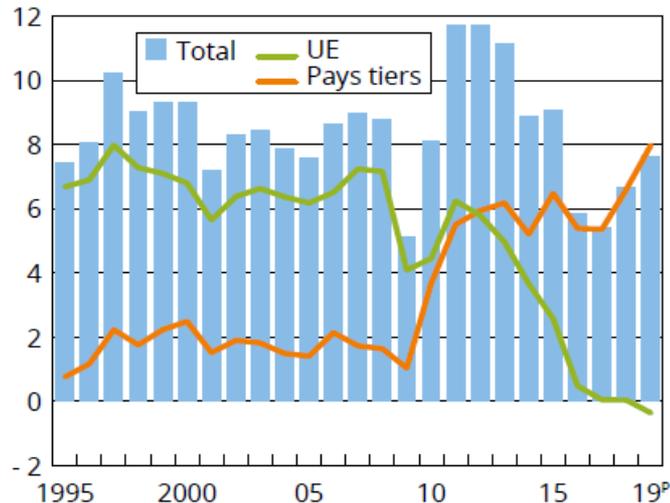


# Evolution du solde commercial des produits agricoles et agroalimentaires

## Solde de la balance commerciale agroalimentaire française avec l'UE et les pays tiers

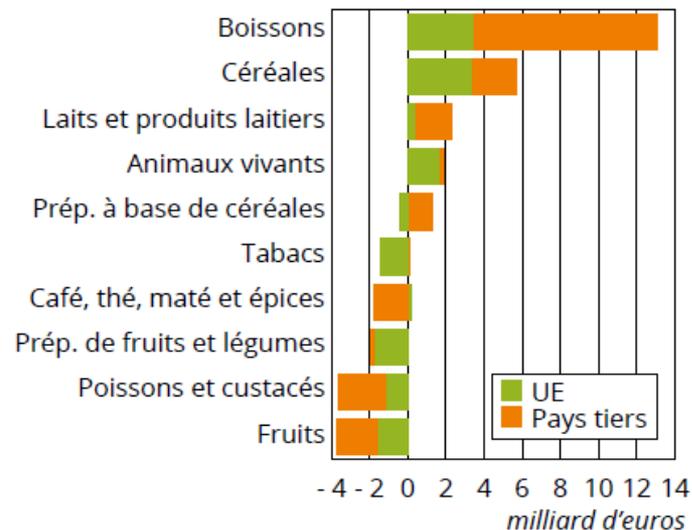
- De 1995 à 2019<sup>P</sup>

milliard d'euros

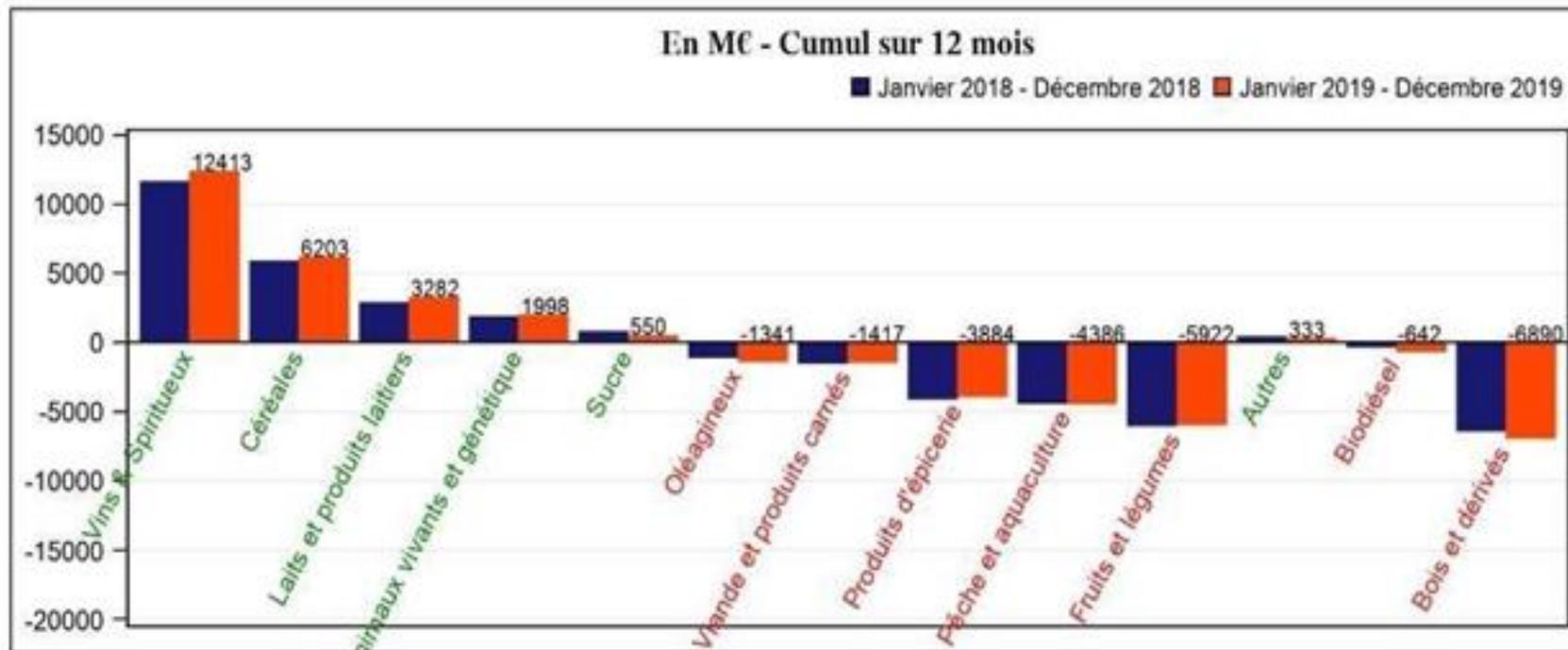


Champ : France métropolitaine avant 1997, UE à contour évolutif.  
Source : Douanes - 24 premiers chapitres de la NC

- Pour quelques produits représentatifs en 2019<sup>P</sup>



# Balance commerciale par filières

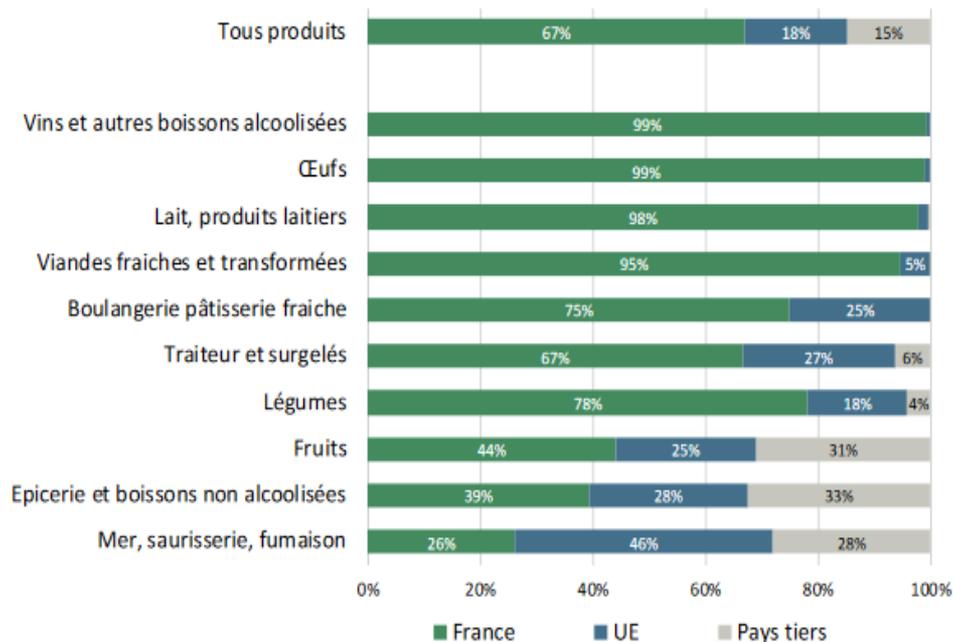


Source : FranceAgriMer « Tableau de bord des résultats à l'export des filières agricoles et agroalimentaires 2019 » / Données DGDDI



# Le marché du bio est en croissance mais connaît un déficit commercial

- En 2019, la production française de produits bio ne couvrait que **67% de la demande nationale** en volume, le **solde commercial étant déficitaire de 1,7 Mds €**.
- Plusieurs secteurs sont particulièrement déficitaires (**fruits et légumes : - 431 M€**, **produits de la mer : - 221 M€**) mais ils le sont également en agriculture conventionnelle.
- L'essentiel des exportations repose **sur les vins et alcool (+ 480 M€)**, **les produits laitiers (+ 18 M€)** et les **volailles (+ 13 M€)**.



Source : Agence BIO / AND-international, 2020



# Des bénéfiques économiques observés le plus souvent en AB

- Une analyse des données publiées et homogénéisation (MB/MD/EBE/MC).
- Malgré une **baisse des rendements**, les **prix de vente compensent les charges induites par le travail induit**.
- À la meilleure rentabilité finale de l'AB s'ajoute le plus souvent une **moindre dispersion** et une meilleure stabilité du résultat d'exploitation.

Étude	Filière(s)	Coûts et bénéfices €/ha/an				
		MB	MD	EBE	RC	
Ecophyto R&D (INRA)	Céréalière intensif	Centre Poitou	398 (+ 96 %)	385 (+ 274 %)	x	x
		Midi-Pyrénées, Aquitaine, Languedoc	348 (+ 75 %)	331 (+ 170 %)	x	x
		Sud-Est	215 (+ 36 %)	227 (+ 4 %)	x	x
	Céréalière mixte extensif	Centre Poitou	207 (+ 50 %)	309 (+ 221 %)	x	x
		Midi-Pyrénées, Aquitaine, Languedoc	157 (+ 34 %)	255 (+ 131 %)	x	x
		Sud-Est	24 (+ 176 %)	151 (+ 51 %)	x	x
Agriscopie Occitanie (CER France)	Céréales	40 (+ 6 %)	- 30 (- 20 %)	x	- 70 (- 52 %)	
Observatoire économique des exploitations bio (CERFRANCE)	Lait	514 (+ 88 %)	241 (+ 225 %)	302 (+ 2517 %)	142 (+ 51 %)	
	Spécialisées viande bovine	- 197 (- 36 %)	- 202 (- 109 %)	- 178 (- 223 %)	- 173 (- 124 %)	
	Polyculture élevage viande bovine	123 (+ 28 %)	57 (+ 104 %)	177 (+ 5900 %)	124 (+ 54 %)	
	Cultures de vente (dont polyculture élevage hors monogastriques)	126 (+ 35 %)	97 (+ 86 %)	133 (+ 124 %)	133 (+ 37 %)	
Dossier INSEE	Viticulture	x	x	2506 (+ 72 %)	x	
	Maraîchage	x	x	594 (+ 29 %)	x	
	Lait (€/VL)	x	x	100 (+ 12 %)	x	
CERFRANCE Adheo Note de conjoncture - Numéro spécial agriculture biologique	Pas de distinction mais part importante d'exploitations en élevage	x	x	64 (+ 33 %)	x	



# Des bénéfices en AB confirmés par la modélisation

Un modèle d'exploitation céréalière type montre que **le référentiel AB est le seul parmi les référentiels testés à apporter des bénéfices à moyen terme à l'exploitant, de l'ordre de + 25% de marge directe.**

Cahier des charges	Coût ou bénéfice de MD post-transition		Comparaison avec les données économiques de la littérature
	Prix bas (2006)	Prix hauts	
AB	52 €/ha (+ 26 %)	190 €/ha (+ 24 %)	Les bénéfices estimés varient dans un intervalle de 24 à 398 €/ha selon les études (même indicateur et mêmes productions).
Dephy économe en intrants	0	- 5 €/ha (- 1%)	La thèse de Lechenet <sup>23</sup> montrait que 67 % des fermes Dephy ne subissent pas de perte de rentabilité en réduisant leur utilisation de produits phytosanitaires.
Dephy très économe en intrants	0	- 13 €/ha (- 2%)	
HVE option B	- 71 €/ha (- 36 %)	- 134 €/ha (- 17%)	Pas de données économiques de la littérature.
LU'Harmony	- 3 €/ha (- 1%)	- 21 €/ha (- 3 %)	

Source : France Stratégie, calculs des auteurs



# Des bénéfices en AB hétérogènes

- Selon l'Insee, **en viticulture**, le bénéfice observé s'explique **par le différentiel de prix de vente de produits**. La très bonne valorisation des produits bio compense l'augmentation des charges et la réduction de rendement.
- **En maraîchage ou en élevage bovin laitier**, ce sont les **réductions des charges opérationnelles** qui compensent les pertes de production.

Indicateur économique (€)	Viticulture (€/ha)				Maraîchage (€/ha)				Bovins lait (€/vache)			
	Conv	Bio	Écart	%	Conv	Bio	Écart	%	Conv	Bio	Écart	%
CA (Produit brut)	12 000	17 000	5 000	42	12 500	10 900	-1 600	-13	3 740	3 400	-340	-9
Subventions d'exploitations	218	412	194	89	438	642	206	47	582	739	158	27
Consommations intermédiaires	5 928	7 111	-1 185	20	8 100	6 300	-1 800	-22	2 640	2 200	-440	-17
<b>EBE AVEC AIDES</b>	<b>3 700</b>	<b>6 400</b>	<b>2 700</b>	<b>73</b>	<b>2 500</b>	<b>3 300</b>	<b>800</b>	<b>32</b>	<b>1 419</b>	<b>1 677</b>	<b>258</b>	<b>18</b>
<b>EBE SANS AIDES</b>	<b>3 482</b>	<b>5 988</b>	<b>2 506</b>	<b>72</b>	<b>2 064</b>	<b>2 658</b>	<b>594</b>	<b>29</b>	<b>838</b>	<b>938</b>	<b>100</b>	<b>12</b>



# Des prix qui semblent augmenter plus vite que chez nos voisins européens

- Enjeux des **coûts de production**, y compris dans l'industrie agroalimentaire ; des différentiels dans le recours au travail détaché voire clandestin qui restent à objectiver
- Des marges sur les produits frais **assez proches entre la grande distribution et le commerce de détail**

Prix alimentaires en France relativement à la moyenne UE28 :  
évolution sur une décennie

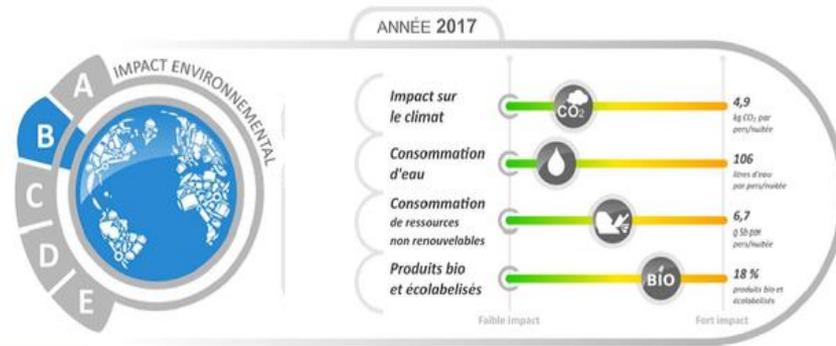
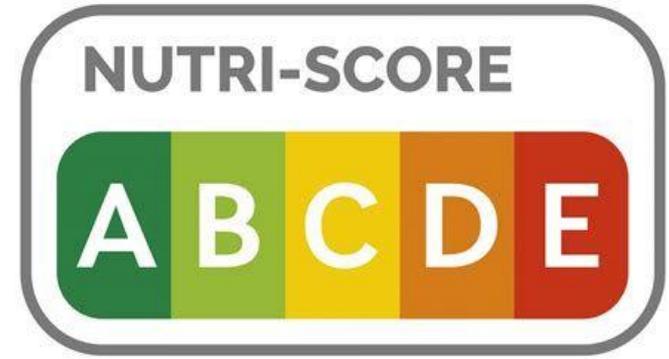
Prix relatifs/UE28	Fruits et légumes	Viande	Pain et céréales	Huiles et graisses	Boissons non alcoolisées	Alimentation hors alcool	Boissons alcoolisées
2010	119,1	120,4	111,5	104,8	93,6	108,9	92,5
2019	126,6	131,9	111,8	115,1	101,9	115,7	96,3

Source : France Stratégie d'après les données Eurostat (*Parités de pouvoir d'achat, indices des prix (UE28=100)*)



# Des leviers nouveaux pour progresser

- **S'agissant des enjeux économiques** : la perspective d'un « ajustement carbone » aux frontières de l'UE, évoqué dans le cadre du Green Deal, peut contribuer à limiter certaines importations.
- **S'agissant des enjeux de santé publique et d'environnement** : le déploiement du **Nutriscore**, qui se poursuit en France et dans plusieurs pays européens, impacte les choix des consommateurs, au même titre que **l'affichage environnemental**



# La nécessité de faire évoluer les politiques de l'offre

- Œuvrer à un **rééquilibrage de la PAC** plus favorable à l'environnement notamment pour réduire la consommation d'engrais et de pesticides
- A la faveur de la transition, accroître notre souveraineté alimentaire en **facilitant la relocalisation de productions** sur lesquelles nous sommes aujourd'hui déficitaires (fruits et légumes, alimentation animale)
- Poursuivre et renforcer les actions visant à **mieux répartir la valeur ajoutée** dans la chaîne de production, transformation et distribution
- Dans le cas des **initiatives locales (PAT)**, construire un référentiel méthodologique et d'évaluation qui fait défaut avec les acteurs porteurs, pour **viser la montée en gamme et l'amélioration continue**



# Des marges de progression des politiques existantes

- **S'agissant du PNNS (2001)**

- Prise en compte uniquement depuis peu des déterminants sociaux et culturels (« environnement alimentaire »), d'où un manque de recul
- Certaines options demeurent en-deçà des avis d'experts (arbitrage engagements volontaires/mesures réglementaires, modalités d'encadrement de la publicité, taxes « comportementales »)

- **S'agissant du PNA (2010)**

- Absence d'indicateurs de résultats faisant obstacle à l'évaluation, qui reste sporadique

- **S'agissant de l'aide alimentaire**

- La qualité nutritionnelle resterait inégale
- La connaissance des publics est à parfaire

- **S'agissant des politiques éducatives et des projets territoriaux**

- Un manque de pilotes et d'outils dans le partage et l'évaluation des initiatives



# Des évolutions souhaitables des politiques alimentaires

- Recourir à des obligations réglementaires et/ou à des chartes d'engagements plus exigeantes et contraignantes pour **limiter l'offre de produits à faible qualité nutritionnelle** dont la consommation concourt aux **inégalités de santé**
- Evaluer **l'intérêt et la faisabilité du projet examiné au Parlement européen** de modulation de TVA fondée sur la qualité nutritionnelle (teneurs en sucre, gras, sel) et l'empreinte carbone des aliments
- Rappeler plus explicitement **les enjeux sanitaires associés à la consommation d'alcool** (mention des apports énergétiques et renforcement des messages sanitaires)



# Aller vers une meilleure conduite des politiques pour une alimentation saine et durable

## Faire de la stratégie nationale alimentation – climat – santé prévue par le loi climat-résilience une stratégie globale de long-terme

- La transition d'un système alimentaire s'inscrit **dans un horizon plus long que celui des PNA et PNNS, et dans un environnement plus global que celui des politiques nationales** (importance des politiques européennes – PAC – et des échanges internationaux). Elle appelle **une programmation pluriannuelle** dépassant le cadre d'une mandature, reposant sur des jalons clairs et une évaluation *ex ante*.
- Déployer une stratégie d'ancrage des programmes opérationnels nécessite par ailleurs de **mobiliser des expertises** extrêmement variées et **d'organiser un débat ouvert et transparent**, associant tous les acteurs, reposant sur des instances reconnues pour leur indépendance.





**FRANCE STRATÉGIE**

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

**POUR UNE ALIMENTATION SAIN ET DURABLE**

webconférence

**Place aux questions**

[www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr)



@Strategie\_Gouv

